



# Conjonctures

*Conjonctures* est une publication consacrée aux aspects de l'actualité économique intéressant RBC Groupe Financier et ses clients.

## Réévaluation des retombées économiques des Jeux Olympiques et Paralympiques de Vancouver

### Une pression montante sur une économie provinciale déjà en plein essor

En juillet 2003, nous avons fait une première évaluation de l'incidence probable des Jeux Olympiques et des Jeux Paralympiques d'hiver de 2010 sur l'économie de la Colombie-Britannique. Nous avons estimé que le taux de croissance provincial y gagnerait, directement et indirectement, de 0,9 à 1,2 point par an de 2005 à 2011. Toutefois, ces estimations avaient été faites en période de faiblesse et d'incertitude pour l'économie de la province. Depuis, celle-ci s'est fortement consolidée et dépendra beaucoup moins des Jeux d'hiver pour enregistrer ce qui devrait être une croissance saine et diversifiée pendant le restant de la décennie.

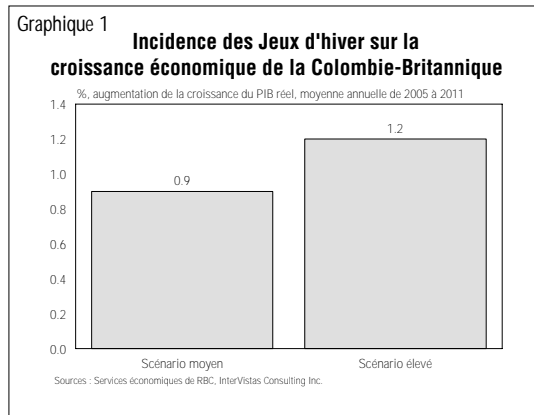
Ce regain de vigueur économique s'accompagne de nouveaux risques - pénuries de main-d'œuvre spécialisée, relance de l'inflation, hausse des prix résidentiels, baisse de l'accessibilité au logement, pressions démographiques, difficultés pour les finances publiques - et les Jeux d'hiver de Vancouver 2010 constituent maintenant une pression

supplémentaire sur une économie tournant à pleine capacité ou presque. À cinq ans de l'allumage de la flamme olympique, il est crucial de s'assurer que la planification à long terme est placée sous le signe de la prudence budgétaire et privilégie les investissements productifs qui favoriseront une croissance durable durant la majeure partie de la décennie, et d'éviter que les déséquilibres s'installent, dérapent et déclenchent une alternance d'accélération et de ralentissements.

### Une stimulation propice à la croissance à long terme

Selon une étude de 2002 du gouvernement de la Colombie-Britannique, les Jeux feraient augmenter le PIB de 2,1 milliards (en dollars canadiens constants de 2002) dans un scénario moyen ou élevé, du seul fait des retombées directes comme les dépenses de construction, les coûts d'exploitation et le tourisme. En tenant compte des effets multiplicateurs des dépenses connexes des entreprises et des consommateurs, l'estimation passe à 3,3 milliards de dollars. Si on ajoute à cela l'agrandissement du Centre de congrès et d'exposition de Vancouver, les retombées directes et indirectes atteignent 8,4 milliards de dollars, et même 10,7 milliards selon le scénario le plus favorable.

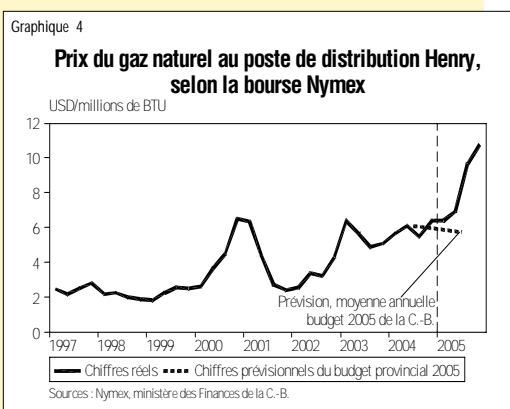
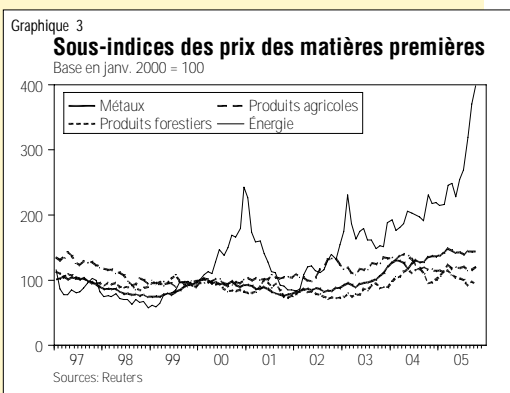
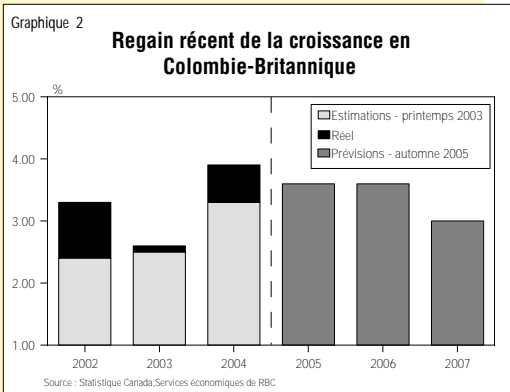
L'étude a estimé que les coûts de construction culmineraient dans les années 2005-2009 et seraient de 500 à 750 millions de dollars par an, ce qui pourrait faire de la Colombie-Britannique



**Derek Holt**

Économiste en chef adjoint  
(416) 974-6192  
mailto:derek.holt@rbc.com

<sup>1</sup> *The Economic Impact of the 2010 Winter Olympic and Paralympic Games*, novembre 2002, InterVISTAS Consulting Inc. Étude rédigée à l'intention du ministre d'État aux affaires communautaires, responsable de la proposition pour les Jeux Olympiques de 2010.



un chef de file au Canada pour la croissance des dépenses de construction non résidentielle. L'étude suppose que les dépenses des visiteurs seront le facteur économique dominant et qu'elles s'échelonnaient de 2007 à 2016, avec une pointe durant la période 2007-2011 au cours de laquelle elles atteindraient 1 à 2,5 milliards de dollars par an dans le scénario moyen ou élevé. La majeure partie des nouvelles dépenses étant concentrée dans les sept années 2005 à 2011, le stimulus économique est estimé à 0,9 point de croissance par an dans le scénario moyen ou élevé et à 1,2 point dans le scénario le plus favorable, en taux annuels composés. L'année même des Jeux d'hiver de 2010, cet effet positif atteindrait le double de la moyenne de la période. Il s'agit là d'une contribution importante à la croissance à long terme de la Colombie-Britannique (graphique 1).

Cependant, ces premières estimations de coûts comportent de nombreuses incertitudes dont l'une, et non la moindre, vient de ce que les coûts anticipés pour les salaires et les matériaux avaient été établis dans un contexte économique tout à fait différent de la réalité d'aujourd'hui. Ainsi, même si nos prévisions pour la Colombie-Britannique se sont vérifiées ces dernières années, il n'en demeure pas moins que globalement, la croissance de la province a été plus forte que prévu (graphique 2) ce qui, par ricochet, signifie que l'excédent de capacité a été absorbé plus rapidement. C'est ce qui nous incite à analyser plus en profondeur les facteurs positifs et négatifs observés depuis l'octroi des Jeux d'hiver de 2010, il y a deux ans. L'effet net modifie sensiblement notre évaluation des risques et des occasions que l'avenir réserve à la Colombie-Britannique.

## Les facteurs positifs

Parmi les facteurs qui ont évolué dans le bon sens, citons d'abord et avant tout la montée des prix des matières premières qui, depuis ses balbutiements au milieu de 2003, ne s'est jamais démentie pendant les deux années suivantes (graphique 3) : l'indice des matières premières calculé par RBC a augmenté de 97 % depuis juillet 2003, porté par des gains de 145 % de son sous-indice de l'énergie, de 50 % de celui des métaux et minéraux et de 10 % de celui des produits forestiers. Phénomène particulièrement important pour la Colombie-Britannique, les prix du cuivre ont plus que doublé, ceux du plomb ont bondi de 94 % et ceux du zinc ont monté de 80 %. Le secteur minier de la province a donc connu une vive expansion, qui a profité aussi bien à l'exploration qu'au développement et qui a permis la réouverture de certaines mines dans l'arrière-pays.

Cette hausse des prix des matières premières a aussi remodelé le paysage de la production provinciale dans le domaine de l'énergie par exemple, en stimulant la production des mines de charbon et en permettant la réouverture d'anciennes mines redevenues rentables. Surtout, la flambée des prix du gaz naturel (graphique 4) a fait renaître l'intérêt pour les gisements au large des côtes de la Colombie-Britannique, dont la production s'ajoute à celle des gisements terrestres du Nord-Est. Ce regain d'activité dans l'extraction minière et la production de gaz a donné un coup de fouet à l'économie de régions éloignées de Vancouver et de Victoria.

En deuxième lieu, le secteur de la haute technologie a retrouvé un élan depuis le milieu de 2003 et a recommencé à embaucher. En particulier, la Colombie-Britannique est devenue un des foyers de la programmation et du développement des jeux électroniques, grâce à une reprise du secteur à l'échelle internationale.

Troisièmement, au milieu de 2003, la situation budgétaire de la province freinait son économie, et son exercice 2004 se soldait encore par un déficit de 1,3 milliard de dollars. Depuis, les finances provinciales ont connu un revirement spectaculaire (graphique 5), au point que l'exercice 2004-2005 affiche un surplus de 2,6 milliards et que le gouvernement

prévoit un excédent moindre de 1,3 milliard de dollars en 2005-2006. En raison d'une faible progression de ses dépenses de programmes, le secteur public contribue à nouveau à la croissance après les coupures de 2003 et 2004.

Quatrièmement, le marché du travail de la Colombie-Britannique est beaucoup plus énergique qu'au milieu de 2003. Depuis juillet 2003, la province a créé 140 000 emplois en nombre net, et son taux de chômage a reculé de 8,5 % à 5,1 % (graphique 6) alors que plus de 66 000 personnes se sont ajoutées à la population active. Le salaire hebdomadaire moyen a augmenté de 5,8 % pendant la période.

Cinquièmement, depuis 2003, la Chine est devenue une puissance économique de premier plan dans le monde, avec une croissance moyenne de son PIB réel se chiffrant entre 9 % et 10 % au cours des huit derniers trimestres. Or, la Colombie-Britannique est la fenêtre canadienne sur la Couronne du Pacifique et a renforcé son commerce avec la Chine. L'essentiel des échanges entre notre pays et la Chine, qui importe nos matières premières et nous vend des biens manufacturés pour la consommation et l'industrie, transite par le port de Vancouver et par l'infrastructure de transport de la Colombie-Britannique.

Sixièmement, les craintes entourant le SRAS, qui étaient encore un problème en 2003, se sont estompées et les flux de touristes ont repris. Qui plus est, le protocole d'entente sino-canadien du printemps 2005 a permis au Canada de figurer sur la liste des pays approuvés pour les groupes touristiques chinois. La Colombie-Britannique est la première étape pour un million de visiteurs chaque année, ce qui sera bénéfique à long terme au secteur touristique de la province.

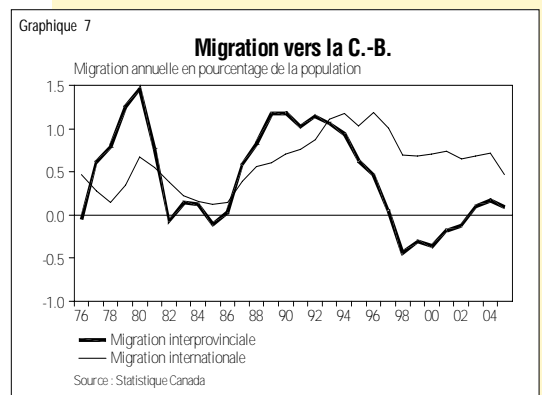
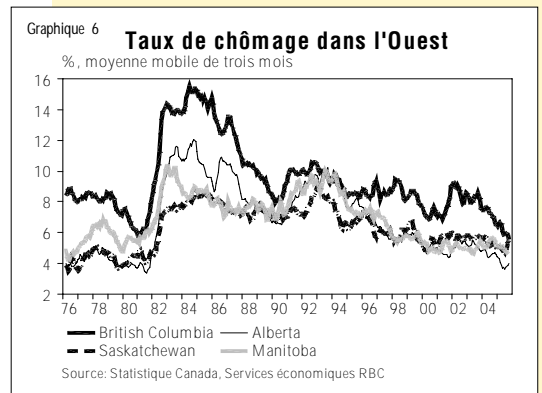
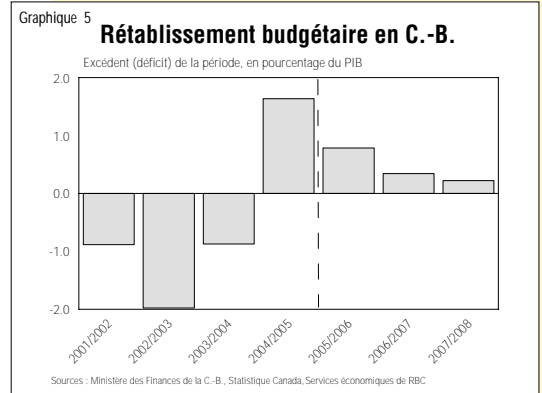
Septièmement, l'économie provinciale s'est davantage diversifiée depuis 2003. En partie par nécessité à cause du conflit du bois d'œuvre, la Colombie-Britannique est devenue moins dépendante des produits forestiers. Depuis son passage à vide du milieu de 2003, l'économie américaine s'est reprise et croît à un rythme vigoureux, ce qui stimule l'industrie de la province.

Huitièmement, le secteur de l'habitation vient de connaître deux années de croissance très vive en Amérique du Nord, battant de nouveaux records pour les mises en chantier. Par contre-coup, le secteur forestier de la Colombie-Britannique bénéficie d'une demande constante et forte pour ses produits et d'une hausse de ses prix, malgré le conflit du bois d'œuvre.

Enfin, le dynamisme renouvelé de la Colombie-Britannique attire plus de gens sur son sol : les migrations interprovinciales sont maintenant favorables à la province, après plusieurs années pendant lesquelles elle perdait des habitants au profit du reste du pays (graphique 7) : depuis le deuxième trimestre 2003, plus de 15 000 personnes sont venues s'établir en Colombie-Britannique, alors que celle-ci avait perdu plus de 57 000 habitants dans les cinq années précédentes, de 1998 à 2003.

## Les facteurs négatifs

Il y a aussi certains aspects de l'économie qui se sont détériorés en Colombie-Britannique. Premièrement, depuis son point bas de février 2002, le dollar canadien a gagné environ le tiers de sa valeur, passant de 62 cents US à près de 85 cents US récemment. L'impact net de cette réévaluation aurait été plus sérieux si les richesses naturelles de la province n'avaient pas été si sollicitées par la croissance américaine. Cependant, d'après les estimations de la Banque du Canada, l'économie canadienne s'est presque complètement adaptée à ce nouveau taux de change, dont les effets négatifs s'estompent. En 2006, le solde du commerce extérieur pourrait être relativement neutre pour la croissance.



---

Deuxièmement, l'explosion des échanges commerciaux a congestionné les ports de la Colombie-Britannique et ainsi causé arriérés et retards. De plus, les importants volumes transitant par des points d'entrée qui deviennent des goulots d'étranglement, comme le port de Vancouver, exposent les entreprises à des conflits de travail avec une main-d'œuvre clé.

Troisièmement, bien que la poussée des prix de l'énergie stimule l'exploration et le développement des ressources, elle représente pour la majorité des entreprises un surcoût qui doit être absorbé ou répercuté sur les clients. Quant aux consommateurs confrontés à un alourdissement de leurs factures de carburant et de chauffage, ils y consacrent des sommes qu'ils auraient pu dépenser autrement en biens et services sur le territoire de la province.

Quatrièmement, il y a quelques années, on espérait une fin rapide du protectionnisme flagrant des États-Unis dans le conflit du bois d'œuvre. Par la suite, ces espoirs ont été étouffés et ravivés à maintes reprises, et le conflit s'éternise, faisant planer une incertitude sur le secteur provincial du bois. Simultanément, un insecte - la dendroctone du pin - a forcé une récolte forestière plus intensive et l'augmentation des quantités entreposées, ce qui est venu compliquer la gestion des stocks.

## **Incidence nette des facteurs positifs et négatifs**

Une fois dressé le bilan de tous ces facteurs, plusieurs appels à la prudence sont de mise. La constatation primordiale est que les Jeux d'hiver se préparent dans une économie en plein essor qui se heurte déjà à des contraintes de capacité dans plusieurs domaines. Un large éventail de secteurs participent maintenant à la reprise en Colombie-Britannique, et le surcroît d'activité causé par les Jeux peut surchauffer l'économie provinciale au point de l'exposer à des pénuries de matériaux ou de main-d'œuvre, comme en témoignent les effets déjà constatés sur les salaires dans le secteur du bâtiment (graphique 8). Il pourrait en résulter une élévation du coût de la vie dans toute la province, des dépassements de budgets dans les chantiers des Jeux et une intensification de la pression sur les prix et salaires dans les années à venir.

La situation du bâtiment parle d'elle-même. Le secteur de l'habitation explose en Colombie-Britannique : malgré une accalmie dans les mises en chantier de maisons unifamiliales, le marché a toujours le vent dans les voiles grâce aux copropriétés multiples, et l'activité de rénovation, toujours en léger décalage par rapport à la construction et à la vente de logements, prend le relais. À cela s'ajoute une croissance de la construction non résidentielle, car la forte demande mondiale en produits miniers, forestiers et énergétiques stimule les investissements dans ces secteurs. De plus, la situation budgétaire de la province a permis une recrudescence des dépenses consacrées aux programmes et aux infrastructures. Enfin, de gros projets d'investissement dans d'autres zones de l'Ouest canadien, comme dans les sables pétrolifères et la vallée du Mackenzie, exacerberont les pénuries régionales de matériaux ou de main-d'œuvre qualifiée.

Les flux migratoires, tout en servant de soupape aux pénuries de main-d'œuvre, aggraveront d'autres contraintes de capacité et poseront de nouveaux défis à court et à long terme : d'une part, les nouveaux arrivants devront trouver un endroit pour vivre, et le revirement du solde migratoire net en faveur de la Colombie-Britannique a déjà accentué les tensions sur les prix résidentiels ; d'autre part, l'infrastructure du sud de la province, en particulier un réseau routier déjà congestionné, sera mise sous pression. Au cours des prochaines années, l'essor économique de la province offrira probablement un emploi à la plupart des gens qui en veulent un. Mais l'embellie durera-t-elle au-delà des Jeux Olympiques ?

Pour relever les défis " post-olympiques ", il faut absolument poursuivre des politiques axées sur la prudence budgétaire et les investissements productifs, par opposition aux dépenses courantes. C'est le meilleur moyen d'assurer que l'immigration provinciale ne pèse pas excessivement sur les infrastructures régionales, tout en évitant que les pouvoirs publics comme les particuliers n'investissent et ne dépensent pas trop sur les infrastructures et les logements, au détriment des investissements productifs.

Ce problème éventuel d'éviction des autres investissements au profit des chantiers des Jeux Olympiques est crucial pour la Colombie-Britannique. En effet, la montée des prix de l'énergie a relancé l'investissement dans les richesses naturelles, et le secteur privé, et divers paliers d'administration, participent au redémarrage de la production de gaz naturel dans le Nord-est de la Colombie-Britannique et à l'augmentation de la capacité des ports de la province. Ces projets, dont les retombées s'échelonneront sur de nombreuses années, pourraient être mis en péril par des coûts de construction gonflés, par des retards dus à des pénuries de main-d'œuvre ou par une orientation stratégique mal pensée.